

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFE)

MOUVEMENT 2005 (Transparence N°9)

1) REINTEGRATION

2) MISSIONS DE COURTE OU MOYENNE DUREES

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

Cette neuvième période de dépôt de candidatures, liée à une neuvième liste de postes sera close le 29 mai 2005, à minuit heure de Paris.

Vous pouvez formuler un maximum de 4 vœux. Si vous avez déjà saisi un CV, vous pouvez le modifier, mais en aucun cas en créer un nouveau.

Il vous appartient de consulter régulièrement ce site pour connaître la date du début d'une éventuelle période complémentaire, liée à une nouvelle liste de postes. En principe, une transparence est prévue chaque mois, durant les trois premières semaines.

1) REINTEGRATION

IREINT : Réintégration

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents actuellement en poste à l'étranger dans un service culturel, un établissement culturel ou sur un poste relevant de l'assistance technique, qui arrivent en fin de contrat et souhaitent bénéficier d'un accompagnement lors de la réintégration (les personnels AEFE ne sont pas concernés).

Cette recherche d'emploi spécifique est indépendante de la demande administrative de réintégration dans votre corps d'origine que vous devez adresser, dans les délais requis par l'administration, aux directions gestionnaires de personnels (direction des personnels enseignants ou direction des personnels d'encadrement) ou aux gestionnaires des établissements dont vous dépendez. Cette hypothèse de réintégration dans son corps d'origine, pour y assurer les fonctions correspondantes, doit être considérée comme naturelle à l'issue d'un détachement.

Toutefois, le bureau du réseau extérieur et de la coopération technologique (DRIC A4) tentera de vous aider à faire valoir les compétences acquises à l'étranger. Il assure notamment une veille sur les postes dans lesquels vous pourriez utiliser au mieux vos nouvelles compétences. La D.R.I.C. n'est pas un bureau de placement, aussi, nous vous encourageons très vivement à entreprendre des démarches de votre côté et à nous tenir informés des résultats.

Le vœu « réintégration » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger. Si vous terminez un premier contrat de quatre ans, vous pouvez à la fois formuler quatre vœux pour un nouveau poste à l'étranger et un vœu réintégration car nul ne peut vous assurer que vous aurez un second poste l'an prochain.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous devez remplir une fiche de vœu sur laquelle figurera le code REINT et dans la partie réservée au rédactionnel libre vous devez préciser : votre Académie de rattachement (celle que vous souhaitez si vous ne connaissez pas encore votre affectation), le type de poste qui pourrait vous intéresser et les éléments de motivation les plus pertinents.

En outre, si vous envisagez de « valider les acquis de l'expérience » à l'étranger par un diplôme universitaire, consultez le site REVA du service formation continue de l'université Paris III. <http://www.fcp3-univ-paris3.com>.

Toute information complémentaire concernant le suivi de votre dossier doit être demandée par courrier électronique dric-a4@education.gouv.fr. Si vous êtes de passage à Paris, n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec nos services pour vous entretenir de votre situation à la rentrée suivante.

2) MISSIONS DE COURTE OU MOYENNE DUREES

2MISS : Missions de courte ou moyenne durées

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durées.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DRIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous devez remplir une fiche de vœu sur laquelle figurera le code MISS et dans la partie réservée au rédactionnel libre : une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « mission » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

BIE-SR-0006 : BIELORUSSIE (MINSK)

CENTRE FRANCO-BIELORUSSE DE SCIENCES POLITIQUES ET D'ETUDES EUROPEENNES

(IR en cours) Le Centre franco-biélorusse est le continuateur de la faculté franco-biélorusse de sciences politiques et d'études européennes qui faisait partie de l'Université européenne de sciences humaines (UESH) fermée à l'été 2004 par les autorités locales. Le Centre accueille en "cours du soir" une cinquantaine d'étudiants qui suivent par ailleurs un autre cursus dans une université d'Etat. Placé sous l'autorité du Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade, le co-directeur du Centre franco-biélorusse (CFB) aura 1) une fonction de liaison avec le consortium des 6 IEP (Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Rennes et Strasbourg) et de contact avec le rectorat de l'UESH ; 2) une fonction administrative : gestion du programme universitaire (cursus en 5 années), définition des études, harmonisation de la stratégie du CFB et coordination avec le co-directeur biélorusse et l'équipe d'enseignants locaux 3) une fonction pédagogique : cours de sciences politiques (moyenne de 6 à 8 heures par semaine, spécificités souhaitées: questions européennes et/ou relations internationales, sociologie politique), conduite de séminaires de recherche de fin d'études (mémoires), supervision de la politique éditoriale (journal et/ou revue du CFB). Le co-directeur français est assisté dans ses fonctions par son homologue biélorusse et par un enseignant français, spécialiste de sciences politiques affecté au CFB.

Le candidat sera titulaire d'une thèse de doctorat en sciences humaines, sciences politiques, droit public ou communautaire ou histoire. Il parlera au moins le russe ou l'anglais. Il aura la maîtrise des outils de bureautique de base.

CAE-SR-0116 (ex CAE-SR-9010) : CAMEROUN (YAOUNDE)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(IR en cours) L'assistant technique est affecté comme responsable de la composante 4 du projet « coordination et modernisation des établissements technologiques de l'enseignement supérieur » (COMETES). Cette composante est intitulée : « Appui à la refonte de la recherche technologique appliquée ». A ce titre et sous la supervision du chef de projet, en collaboration étroite avec son homologue du Ministère de l'Enseignement Supérieur, il a pour tâche d'organiser avec l'aide des délégués du projet l'ensemble des activités relevant de cette composante sur les quatre sites soutenus ainsi que de gérer le volet bourses de cette composante à destination des enseignants chercheurs en coordination avec des Universités Etrangères. De manière plus générale, il appuiera les initiatives des ministères de la recherche et de l'enseignement supérieur pour le développement de la recherche appliquée. Le candidat devra être titulaire d'un Doctorat en Sciences (Sciences pour l'ingénieur souhaité). Connaissance et expérience du système universitaire français sont nécessaires. La connaissance de l'Afrique est souhaitée. Doté d'un bon contact humain et du sens de la diplomatie, il devra veiller à la pérennisation des activités lancées par le projet en associant de la manière la plus rapprochée possible les collègues camerounais. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

DJI-FPS-0356 : DJIBOUTI (DJIBOUTI)**INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE DE DJIBOUTI (ISTD)**

(IR en cours) Dans le cadre d'un projet d'appui à la formation des cadres à Djibouti (PAFCAD), cet enseignant en génie mécanique sera chargé d'assister le responsable djiboutien dans la coordination de la section de technicien supérieur (STS) à maintenance industrielle. Il assurera 12 heures de cours hebdomadaires dans le domaine de la mécanique, la maintenance et les automatismes industriels. Il participera à la gestion des étudiants, des enseignements, des examens et au fonctionnement de l'Institut. Il concourt à toute réflexion sur l'évolution des sections de STS de l'institut (mise en place d'options, modularisation et contextualisation des enseignements, conseil de perfectionnement, insertion professionnelle, etc....)

Dans le domaine industriel, il sera également chargé du développement de la recherche de nouveaux partenaires industriels en dynamisant le centre de ressources de l'Institut, par les leviers classiques des stages, modules de formation « à la carte » et/ou par des réflexions plus innovantes comme l'implication des entreprises dans les formations initiales et continues. Il sera amené à travailler en équipe afin d'améliorer les enseignements de la discipline dans le cadre du développement de l'Université de Djibouti (transformation BTS en IUT).

Ce poste requiert un agrégé de génie mécanique, ayant une très bonne expérience des enseignements de mécanique, de la maintenance, des systèmes automatisés en STS maintenance industrielle.

GAB-FPS-4001 : GABON (LIBREVILLE)**MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE**

(IR en cours) Cet assistant technique régional sera responsable de la composante « Formation » du projet FSP mobilisateur FORINFO « Formation et recherche pour l'appui au développement durable du secteur forêt-environnement en Afrique Centrale ». Il conduira l'exécution des actions à mener pour développer les capacités régionales de gestion durable des ressources naturelles et plus spécifiquement des écosystèmes forestiers par la formation de techniciens, de cadres et de chercheurs. Il contribuera en particulier aux actions suivantes :

- Définir les besoins de formation et les compétences indispensables à la mise en œuvre des programmes de gestion durable des ressources naturelles, notamment par une forte implication dans le Cadre de Concertation Régional Formation mis en place par la « Facilitation Française du Partenariat pour le Forêts du Bassin du Congo ».
- Effectuer le suivi des formations diplômantes régionales existantes en relation avec les autres bailleurs de fonds impliqués dans le renforcement des capacités des acteurs.
- Contribuer à la mise en place de nouvelles formations diplômantes adaptées aux enjeux du secteur .
- Développer la formation initiale, la formation continue et la sensibilisation afin d'introduire les enseignements et modules adéquats dans les programmes des lycées, des universités et des écoles forestières.
- Appuyer les formations en appui à la Recherche et les formations des opérateurs et des utilisateurs des centres Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication mis en place dans le cadre de la composante 3 du FSP FORINFO.
- Animer l'équipe de Volontaires Internationaux positionnés à Kinshasa, Yaoundé et Libreville pour le suivi rapproché des actions de formation appuyées par le FSP FORINFO.

Ce poste requiert un agent titulaire de l'enseignement supérieur (professeur ou maître de conférences) ou un ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts avec une solide expérience en ingénierie de la formation et, de préférence, avec une compétence avérée dans une discipline du secteur Forêt Environnement. Une expérience dans le domaine de la conservation et de la gestion des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale serait un atout important.

GRA-FP-0001 : ROYAUME UNI (LONDRES)**BRITISH COUNCIL**

(IR en cours) Ce conseiller pour les questions éducatives entre la France et l'Angleterre, placé auprès du British Council de Londres, principal partenaire du poste pour la mise en application de l'accord éducatif entre la France et l'Angleterre signé en 2003, occupera les fonctions de conseiller pédagogique au sein du secteur chargé de l'enseignement des langues et de la coopération éducative (Education and training group). Il aura des compétences affirmées dans les domaines de la coordination de projets linguistiques, de la formation d'enseignants et de formateurs ainsi que de la production de ressources. Il aura une expérience de la gestion de projets éducatifs comportant une dimension internationale et une bonne connaissance du système éducatif français et de ses structures ainsi que des connaissances informatiques des logiciels courants . Il maîtrisera parfaitement l'anglais à l'oral comme à l'écrit, la fonction imposant de négocier et de rédiger en permanence dans cette langue ;

Le poste conviendrait à un angliciste de bon niveau (une expérience d'assistant ou de lecteur serait bienvenue) ayant occupé précédemment les fonctions d'attaché de coopération pour le français.

**MAD-FPI-0001 : MADAGASCAR (TANANARIVE)
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (CFPA)**

Octobre 2005

(IR en cours) Ce directeur assurera notamment la mise en œuvre des conditions requises pour accompagner le centre de formation professionnelle pour Adultes (CFPA) vers l'autonomie financière et technique. Dans ce contexte, et sous la responsabilité du bureau de l'Association pour la Formation Professionnelle Franco-malgache (ASFOR) gérant le CFPA, il devra :

- assurer le pilotage du centre de formation professionnelle des adultes en poursuivant la mise en place de l'organisation administrative et technique du centre et en prévoyant dans la mesure du possible la formation d'un homologue.
- assurer l'organisation de la formation des formateurs malgaches du CFPA et la formation d'un consultant malgache en ressources humaines
- assurer le développement de la formation professionnelle en liaison et en partenariat avec le secteur privé et avec les autorités malgaches
- apporter un appui aux entreprises en matière d'ingénierie de la formation : conseil en recrutements de personnels, bilan de compétences...
- apporter son appui et son expertise aux services de l'Ambassade notamment auprès du Comité Consulaire Pour l'emploi et la Formation du consulat général

Ce poste requiert un titulaire de DESS en psychologie du travail (validé AFPA), une maîtrise des outils bureautiques, une expérience de la gestion de centre de formation et de conduite de prestations en ressources humaines. Une connaissance des dispositifs de la coopération est souhaitée.

**MAR-E-0031 : MAROC (RABAT)
COLLEGE ROYAL**

(IR en cours) ce professeur de sciences économiques et sociales assurera un enseignement en première et terminale ES à des groupes réduits d'élèves. Il pourra également être amené à donner quelques heures de cours au lycée Descartes de Rabat dans le cadre du partenariat entre cet établissement et le Collège Royal. Il devra rechercher ou concevoir des supports pédagogiques

Ce poste requiert un professeur certifié de Sciences économiques et sociales ayant une grande expérience professionnelle.

**SEN-E-4010 : SENEGAL (DAKAR)
BUREAU REGIONAL DE L'UNESCO POUR L'EDUCATION EN AFRIQUE (BREDA)**

(IR en cours) Dans le cadre de l'arrangement administratif, entre l'UNESCO/BREDA et le Ministère français des Affaires étrangères portant création et rattachement au BREDA d'un Pôle d'Analyse Sectorielle en Education, cet assistant technique inter-états, en tant que membre d'une équipe de spécialistes, participe aux activités suivantes :

- Réalisation d'analyses sectorielles en collaboration avec les équipes nationales
- Appui à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques sectorielles en éducation
- Renforcement des capacités des acteurs nationaux dans les domaines cités ci-dessus
- Rédaction d'analyses comparatives et de synthèse dans les domaines cités ci-dessus
- Développement et diffusion d'outils d'analyse sectorielle
- Valorisation des travaux du Pôle de Dakar.

Ces activités se font au bénéfice des systèmes éducatifs des pays africains ainsi qu'à celui des partenaires techniques et financiers extérieurs qui y interviennent. Elles s'inscrivent dans un programme annuel défini par le comité d'orientation du Pôle de Dakar dans lequel siègent l'UNESCO/BREDA, le MAE (DCT/HEF) et le SCAC de Dakar. Le profil souhaité est celui de statisticien/économiste de niveau BAC + 5 minimum, spécialisé sur les question de développement et/ou de fourniture des services sociaux de base.